

Après étude sérieuse de la situation, nous avons décidé d'accorder à la Tanzanie l'aide que devait lui accorder l'Allemagne de l'Ouest. Cependant, nous n'avons pas encore décidé de la forme particulière que prendra cette aide, car nous étudions présentement les recommandations de la mission, qui vient de revenir à Ottawa.

Je ne voudrais pas exagérer l'importance de cette aide. Il nous en coûtera environ 2 millions de dollars par année. L'aide que nous accordons présentement à l'armée du pays nous coûte environ 1 million de dollars par année, je pense. N'oublions pas que les communistes déploient une grande activité dans ce pays. La prétendue République populaire de Chine, qui a beaucoup d'influence dans certaines parties de la Tanzanie, accorde elle aussi de l'aide militaire à ce pays.

Le monde occidental doit tenir compte des agissements de certains pays communistes d'Europe et de la Chine en Tanzanie et ailleurs en Afrique. C'est d'abord parce que la Tanzanie fait partie du Commonwealth que nous lui accordons cette aide. C'est là la principale raison de notre geste; j'aimerais qu'on le sache en Tanzanie. De plus, si nous ne le faisons pas, il est très possible qu'un pays non occidental s'en chargerait.

Nous voyons là la nature de notre monde, du défi qu'il nous lance et des obligations nouvelles qu'il impose au Commonwealth, à certains de ses membres, tels le Canada, plutôt qu'à la Grande-Bretagne.

Nous accordons maintenant de l'aide à la Fédération de Malaisie, qui, comme vous le savez, doit faire face à une guerre de guérilla intense, menée par l'Indonésie. L'Australie y a envoyé un bataillon pour lutter contre les guérilleros indonésiens, La Nouvelle-Zélande y a également envoyé des hommes. Quand le chef du gouvernement de la Malaisie, le tunku Abdul Rahman, est venu au Canada il y a environ un an, nous avons discuté avec lui de la nature de l'aide qu'il espérait recevoir du Canada. Nous fournissons maintenant à ce pays des avions de transport et nous l'aidons à entraîner ses soldats.

C'est toute l'aide que la Malaisie nous a demandé de lui accorder, mais on voit là un indice de l'évolution du Commonwealth. Si nous avons accepté de faire partie de la Force des Nations Unies envoyée à Chypre, un pays du Commonwealth, ce n'est pas seulement, j'en suis certain, à cause des obligations que nous croyons nôtres en vertu de la charte des Nations Unies, mais aussi parce que ce pays fait partie du Commonwealth.

Voilà, monsieur le président, quelques remarques de portée générales sur le Commonwealth. Le gouvernement, je le répète, considère le Commonwealth comme un élément essentiel de sa politique étrangère. Le Commonwealth est un apport indispensable dans nos efforts pour diminuer la tension et pour assurer la paix dans le monde.

Au sein du Commonwealth, le Canada a l'occasion de servir la paix de plusieurs façons. Le Canada est un pays nord-américain en relations étroites avec les États-Unis et, par suite de notre appartenance à l'OTAN, nous conservons aussi des liens étroits avec plusieurs pays d'Europe et en particulier avec la France, l'une de nos mères parties. Ces relations avec la Grande-Bretagne et la France, avec les pays scandinaves, avec la Belgique, avec la Turquie et avec la Grèce nous ont permis d'exercer sur eux une certaine influence, renforcée par suite de notre appartenance au Commonwealth. Nos relations étroites, très étroites même, avec l'Inde, nos relations étroites avec le Pakistan et Ceylan et, depuis peu, avec quelques-uns des plus nouveaux États d'Afrique nous permettent à mon avis, et je ne veux rien exagérer, d'apporter une contribution plus fructueuse à la solution des problèmes mondiaux. C'est l'un des avantages indirects de notre appartenance au Commonwealth. Il ne faut pas hésiter, je pense, à prendre toutes les mesures qu'il est possible de prendre, de concert avec les autres membres du Commonwealth, pour